

Arrêt

**n° 277 771 du 22 septembre 2022
dans l'affaire X / VII**

En cause : X

**ayant élu domicile : au cabinet de Maître D. GEENS
Lange Lozanastraat 24
2018 ANTWERPEN**

contre:

l'Etat belge, représenté par la Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration

LA PRESIDENTE DE LA VIIe CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 25 mai 2022, par X, qui déclare être de nationalité albanaise, tendant à la suspension et l'annulation de l'interdiction d'entrée, prise le 12 mai 2022.

Vu le titre 1er bis, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu la note d'observation et le dossier administratif.

Vu la demande et le consentement à recourir à la procédure purement écrite en application de l'article 39/73-2 de la loi précitée.

Vu l'ordonnance du 5 juillet 2022 selon laquelle la clôture des débats a été déterminée au 14 juillet 2022.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause.

1.1. Le requérant est arrivé en Belgique à une date indéterminée.

1.2. Le 12 mai 2022, la partie défenderesse a pris un ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, et une interdiction d'entrée d'une durée de deux ans, à son égard. L'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement est enrôlé sous le numéro 275 927.

L'interdiction d'entrée constitue l'acte attaqué et est motivée comme suit :

« Article 74/11, § 1er, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, la décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée, parce que :

1° aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire.

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de deux ans, parce que :

L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge. Considérant ceci et l'intérêt du contrôle de l'immigration, une interdiction d'entrée de 2 ans n'est pas disproportionnée.

L'intéressé déclare être venu en Belgique afin de rejoindre sa petite amie résidant à Jumet. Or, sa relation avec sa petite amie ne le dispense pas d'entrer et de séjourner légalement sur le territoire. Par ailleurs, l'intéressé peut entretenir en attendant un lien avec cette dernière grâce aux moyens modernes de communication.

L'intéressé déclare d'autre part ne pas souhaiter retourner dans son pays, l'Albanie, car la vie sera meilleure en Belgique. Cependant, cette déclaration de l'intéressé ne peut être comprise comme un risque de traitement inhumain ou dégradant en cas de retour dans son pays d'origine au sens entendu par l'article 3 de la CEDH. En effet l'article 3 de la CEDH s'applique principalement pour prévenir les refoulements ou l'expulsion de personnes risquant des actes de torture ou de traitements dégradants infligés par des autorités publiques ou des organismes indépendants de l'Etat contre lesquels les autorités ne peuvent lui procurer une protection (Voir en ce sens H.L.R. c. France, CEDH 29 avril 1997 n° 24573/94).

En outre, l'intéressé ne déclare pas avoir de famille ou d'enfant mineur en Belgique, ni de problèmes médicaux.

Au regard des déclarations de l'intéressé, cette décision ne constitue donc pas une violation de l'article 3 et 8 de la CEDH.

Ainsi, le délégué du Secrétaire d'Etat a tenu compte des circonstances particulières tel que prévu par l'article 74/11. ».

1.3. Le 5 juin 2022, le requérant a été rapatrié.

2. Question préalable.

2.1. Langue de la procédure

2.1. En termes de requête, la partie requérante demande que le recours soit traité par une chambre du rôle néerlandais du Conseil du Contentieux des Etrangers (ci-après : le Conseil).

2.2. Suivant, l'article 39/14 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), « A moins que la langue de la procédure ne soit déterminée conformément à l'article 51/4, les recours sont traités dans la langue dont la législation sur l'emploi des langues en matière administrative impose l'emploi dans leurs services intérieurs aux services dont l'activité s'étend à tout le pays.

Si cette législation n'impose pas l'emploi d'une langue déterminée, l'affaire sera traitée dans la langue de l'acte par lequel elle a été introduite devant le Conseil ».

Le Conseil rappelle également les dispositions suivantes des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative du 18 juillet 1966 :

« Art. 17. § 1. Dans ses services intérieurs, dans ses rapports avec les services dont il relève, ainsi que dans ses rapports avec les autres services de Bruxelles-Capitale, tout service local établi dans Bruxelles-Capitale utilise, sans recours aux traducteurs, le français ou le néerlandais, suivant les distinctions ci-après :

[...]

B. Si l'affaire n'est ni localisée ni localisable :

1° si elle concerne un agent de service : la langue dans laquelle celui-ci a présenté son examen d'admission ou, à défaut de semblable examen, la langue du groupe auquel la langue principale de l'intéressé le rattache;

2° si elle a été introduite par un particulier : la langue utilisée par celui-ci; [...] ».

« Art. 39. § 1. Dans leurs services intérieurs, dans leurs rapports avec les services régionaux et locaux de Bruxelles-Capitale, les services centraux se conforment à l'article 17, § 1er, étant entendu que le rôle linguistique est déterminant pour l'instruction des affaires mentionnées sub A, 5° et 6°, et B, 1° et 3°, de ladite disposition. [...] ».

Dans un arrêt n° 199.856 du 22 janvier 2010, à l'enseignement duquel le Conseil se rallie, le Conseil d'Etat a jugé qu' « [...] à moins qu'elle ne soit déterminée conformément à l'article 51/4 de [la loi du 15 décembre 1980], ce qui n'est pas le cas de l'espèce, la langue de traitement des recours par le Conseil du contentieux des étrangers est celle déterminée en application de l'article 39/14, alinéa 1er, de la même loi, à savoir la langue dont la législation sur l'emploi des langues en matière administrative impose l'emploi dans leurs services intérieurs aux services dont l'activité s'étend à tout le pays ; que cette disposition renvoie à l'article 39, § 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, lequel se réfère lui-même à l'article 17, § 1er, de ces mêmes lois; que les affaires relatives à l'application de la loi du 15 décembre 1980 précitée ne sont ni localisées ni localisables et que ce sont donc les règles relatives au traitement de telles affaires qui déterminent la langue du traitement de l'affaire par le Conseil du contentieux des étrangers, à savoir l'article 17, § 1er, B, 2/, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative lorsque la décision attaquée fait suite à une demande de l'étranger; qu'en application de cette disposition, la langue de traitement de l'affaire par le Conseil du contentieux des étrangers est, en règle, la langue de la décision attaquée, du fait même que la partie adverse est censée, en application de l'article 41, § 1er, des lois coordonnées sur l'emploi des langues en matière administrative, avoir pris sa décision dans la langue utilisée par le particulier [...] ».

2.3. A la lumière de ces dispositions et de cet enseignement, l'acte attaqué, étant rédigé en français, le présent recours devant le Conseil est, en application de l'article 39/14, alinéa 2, de la loi du 15 décembre 1980, traité en français.

3. Exposé des moyens d'annulation.

3.1. La partie requérante prend un premier moyen de la violation de l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après : la loi du 15 décembre 1980), du devoir de soin, du principe du raisonnable et de l'obligation de motivation matérielle.

Elle fait valoir que : "Conform artikel 74/11, §1 Vreemdelingenwet dient een inreisverbod steeds gepaard te gaan met een "*beslissing tot verwijdering*". Dit betekent dat beide steeds samen dienen te gaan.

Het inreisverbod, de bestreden beslissing, werd in de zaak opgelegd samen met een bevel om het grondgebied te verlaten (bijlage 13septies) op 12 mei 2022 waarbij aan verzoeker geen termijn werd toegekend om het grondgebied te verlaten.

Door de verzoekende partij werd tegen dit bevel om het grondgebied te verlaten zonder enige termijn om vrijwillig het grondgebied te verlaten (de "*beslissing tot verwijdering*") een verzoekschrift tot schorsing en nietigverklaring ingediend.

Indien Uw Raad zou beslissen tot nietigverklaring van het bevel om het grondgebied te verlaten waarbij geen termijn werd opgelegd om het grondgebied te verlaten, moet worden vastgesteld dat er helemaal geen "*beslissing tot verwijdering*" meer werd afgegeven aan de verzoekende partij dan wel dat er geen beslissing meer is waaruit blijkt dat verzoeker geen termijn kreeg toegekend om het grondgebied te verlaten.

Deze beslissing zou retroactief verdwijnen uit het rechtsverkeer.

In deze omstandigheden kan de verwerende partij niet rechtmatig een inreisverbod opleggen, gelet op de vereisten van artikel 74/11, §1 Vreemdelingenwet. Er is in deze omstandigheden geen "*beslissing tot verwijdering*" meer dewelke gepaard gaat met het inreisverbod waarbij voor het vrijwillig vertrek geen enkele termijn is toegestaan, zoals voorzien in artikel 74/11, §1 Vreemdelingenwet.

De bestreden beslissing schendt hierdoor artikel 74/11, §1 Vreemdelingenwet en dient te worden vernietigd."

3.2. La partie requérante prend un deuxième moyen de la violation de l'article 1, § 1, 8°, de la loi du 15 décembre 1980, du devoir de soin, du principe du raisonnable et de l'obligation de motivation matérielle.

Elle fait valoir que : "Verzoeker kreeg een inreisverbod van twee jaar opgelegd voor het volledige Schengengrondgebied. Wanneer verzoeker evenwel in het bezit is van een geldige verblijfstitel afgeleverd door één van de lidstaten, dan geldt dit inreisverbod enkel voor het grondgebied van België. [...]"

De verzoekende partij wijst erop dat artikel 1, § 1, 8° van de Vreemdelingenwet enkel grondslag biedt voor het opleggen van ofwel een zuiver nationaal inreisverbod, beperkt tot het Belgisch grondgebied, ofwel het opleggen van een inreisverbod waarbij de toegang en het verblijf op het grondgebied van alle lidstaten wordt verboden.

Artikel 1, § 1, 8° van de Vreemdelingenwet luidt immers als volgt: "*inreisverbod: de beslissing die kan samengaan met een beslissing tot verwijdering en waarbij de toegang tot en het verblijf op het grondgebied van het Rijk of het grondgebied van alle lidstaten, met inbegrip van het grondgebied van het Rijk, voor een bepaalde termijn verboden wordt*".

Deze definitie werd overgenomen uit artikel 3, 6° van de Terugkeerrichtlijn, waarbij de Belgische wetgever daarnaast ook in de uitzonderlijke situatie van het nationale inreisverbod heeft voorzien. Dit nationaal inreisverbod vindt steun in artikel 25, lid 2, laatste zin van de Schengenuitvoeringsovereenkomst (lex specialis) waardoor men een onderdaan van een derde land op zijn nationale signaleringslijst kan zetten. De situatie echter waarbij een inreisverbod niet beperkt is tot België en een draagwijdte heeft die geldt voor alle lidstaten "*tenzij hij beschikt over de documenten die vereist zijn om erzieh naar toe te begeven*", zoals in de bestreden beslissing, vindt geen wettelijke grondslag in artikel 1, § 1, 8° van de Vreemdelingenwet, noch in het Unierecht (zie ook de aanbeveling (EU) 2017/2338 van de Commissie van 16 november 2017 tot vaststelling van een gemeenschappelijk "terugkeerhandboek" voor gebruik door de bevoegde autoriteiten van de lidstaten bij het uitvoeren van terugkeer gerelateerde taken p. 124).

Een schending dringt zich derhalve op van artikel 1, § 1, 8° van de Vreemdelingenwet, evenals van het zorgvuldigheidsbeginsel, de materiële motiveringsverplichting en het redelijkheidsbeginsel."

3.3. La partie requérante prend un troisième moyen de la violation de l'article 74/11 de la loi du 15 décembre 1980, du devoir de soin, du principe du raisonnable et de l'obligation de motivation matérielle.

Elle fait valoir que : "1. Overeenkomstig artikel 74/11, §1, eerste lid van de Vreemdelingenwet dient de duur van het inreisverbod te worden bepaald rekening houdende met de specifieke omstandigheden van het geval.

Uit de parlementaire voorbereiding van de wet van 19 januari 2012 tot wijziging van de Vreemdelingenwet blijkt dat artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet een omzetting vormt van artikel 11 van de terugkeerrichtlijn.

In die zin wordt in de parlementaire voorbereiding met betrekking tot artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet en het inreisverbod het volgende benadrukt: "*De richtlijn legt echter op dat men tot een individueel onderzoek overgaat (overweging 6), dat men rekening houdt met "alle omstandigheden eigen aan het geval" en dat men het evenredigheidsbeginsel respecteert.*" (Parl.St. Kamer 2011- 2012, nr. 53K1825/001, 23)."

2. De bestreden beslissing geeft geen blijk van een zorgvuldig en individueel oordeel van de gemachtigde bij het nemen van de beslissing tot het opleggen van een inreisverbod, evenals de beslissing tot het opleggen van een inreisverbod met de duurtijd van twee jaar (zoals onder meer vereist door artikel 74/11 Vreemdelingenwet).

Door de gemachtigde wordt in de bestreden beslissing in hoofdzaak gesteld dat verzoeker niet getwijfeld heeft om illegaal op het grondgebied te verblijven. Hierdoor zou, omwille van de noodzaak tot controle op immigratie, het proportioneel voorkomen om een inreisverbod op te leggen aan verzoeker voor een periode van twee jaar (stuk 1) :[...].

Dit betreft een strenge beslissing, omdat de gemachtigde de keuze heeft tot het opleggen van een inreisverbod van één dag tot en met drie jaar. Dit opgelegde duurtijd is derhalve bovengemiddeld lang, doordat de gemachtigde opteerde voor het opleggen van een inreisverbod met de duurtijd van twee jaar. Doordat de rechten van verzoeker ernstig worden beknot door het opleggen van een inreisverbod met een duurtijd van twee jaar, vereist dit een zorgvuldigere beoordeling door de gemachtigde van de specifieke situatie van verzoeker (zoals vereist door artikel 74/11 van de Vreemdelingenwet).

De bestreden beslissing geeft evenwel geen blijk van een zorgvuldig en individueel oordeel van de gemachtigde bij het nemen van de beslissing tot het opleggen van een inreisverbod, evenals de beslissing

tot het opleggen van een inreisverbod met de duurtijd van twee jaar (zoals onder meer vereist door artikel 74/11 Vreemdelingenwet).

3. Er kan uit het administratief dossier vooreerst worden vastgesteld dat verzoeker voorheen niet gekend was door de verwerende partij. Hij verkreeg nooit eerder een bevel om het grondgebied te verlaten (of een inreisverbod). Er blijkt dus niet dat verzoeker zich voorheen ooit heeft willen onttrekken aan de uitvoering van een beslissing van de verwerende partij. Met de voorgaanden - of beter: het gebrek aan voorgaanden - werd door de gemachtigde ten onrechte geen rekening gehouden, terwijl hieruit volgt dat een inreisverbod met een beperktere duurtijd kan worden opgelegd.

Verzoeker kwam naar België toe om zich te voegen bij zijn vriendin, verblijvende in Jumet. Ongeveer acht maanden geleden kwam verzoeker hiervoor naar België toe en sindsdien verblijft hij in het Rijk. Hij diende in tussentijd geen verzoek tot internationale bescherming in, noch verzocht hij tot een machtiging tot verblijf. Niettemin blijkt wel dat verzoeker verblijft op een vast adres. Hij kwam namelijk naar België toe om zich te verenigen met zijn vriendin in Jumet. Verzoeker had derhalve een specifieke reden om naar België toe te komen, hetgeen eveneens in aanmerking moest worden genomen door de gemachtigde voor het bepalen van de precieze duurtijd van het inreisverbod. Hieruit volgt namelijk dat verzoeker een specifieke binding heeft met Rijk, omdat hij en zijn vriendin verblijven in Jumet.

Verzoeker geeft ook gevolg aan de genomen beslissing door de verwerende partij, waarbij hem werd opgedragen het grondgebied te verlaten. Het blijkt uit het administratief dossier dat verzoeker vooreerst weigerachtig stond tegen een terugkeer naar Albanië, nadat hem een bevel om het grondgebied te verlaten werd opgelegd op 12 mei 2022. Hij gaf aan dat het leven voor hem erg moeilijk was in zijn land van herkomst (Albanië). Hij vond dan ook een beter leven in België, samen met zijn vriendin. Verzoeker had dan ook een specifieke reden om zijn land van herkomst te verlaten.

Niettemin heeft verzoeker op 24 mei 2022 een verklaring tot vrijwillige terugkeer getekend. Hieruit blijkt dat verzoeker, na enige tijd, weldegelijk de nodige stappen wil zetten om op vrijwillige wijze terug te keren naar Albanië. Hieruit blijkt dat derhalve dat verzoeker zich weldegelijk wil houden aan de Vreemdelingenwet.

Artikel 74/11 Vreemdelingenwet noopt verweerder met deze elementen op een zorgvuldige wijze rekening te houden bij het bepalen van de duurtijd van het inreisverbod, temeer omdat verweerder opteerde voor het opleggen van een inreisverbod met de termijn van twee jaar (hetgeen net een meer zorgvuldiger onderzoek rechtvaardigt).

De bestreden beslissing heeft als gevolg dat verzoeker zou gescheiden blijven van zijn vriendin gedurende een periode van twee jaar en het land waar hij verbleef gedurende acht maanden, hetgeen een zwaarwichtige impact heeft op verzoeker (en hetgeen een inreisverbod van beperktere duur rechtvaardigt). Dit noodzaakte de verwerende partij dan ook om hiermee op een meer zorgvuldigere manier rekening te houden bij het bepalen van de precieze duurtijd van het inreisverbod, terwijl dit niet blijkt.

4. Het oordeel van de gemachtigde vereist een zorgvuldig feitenonderzoek waarbij rekening moet worden gehouden met alle relevante elementen (zoals hierboven opgesomd) ingevolge artikel 74/11 Vreemdelingenwet.

Een schending dient hierom te worden vastgesteld van artikel 74/11 Vreemdelingenwet, in samenhang gezien met het zorgvuldigheidsbeginsel, het redelijkheidsbeginsel en de materiële motiveringsverplichting.”.

4. Discussion.

4.1. Sur le premier moyen, le Conseil a constaté, dans son arrêt n°277 769 du 22 septembre 2022, que le recours relatif à l'ordre de quitter le territoire avec maintien en vue d'éloignement, attaqué (point 1.2.), était devenu sans objet. La partie requérante ne justifie dès lors plus d'un intérêt à se prévaloir d'une éventuelle annulation de cet ordre de quitter le territoire.

4.2. Sur le deuxième moyen, la partie requérante s'en tient à des considérations théoriques, sans cependant démontrer que le requérant était titulaire d'un titre de séjour dans un autre Etat membre au jour de l'adoption de l'acte attaqué, et sans expliquer en quoi le non-respect allégué de la Directive 2008/115 du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 relative aux normes et procédures communes applicables dans les Etats membres au retour des ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier, par la partie défenderesse, lui porterait, dès lors, préjudice. Elle ne justifie donc pas d'un intérêt à son moyen.

4.3.1. Sur le troisième moyen, aux termes de l'article 74/11, § 1er, de la loi du 15 décembre 1980, « *La durée de l'interdiction d'entrée est fixée en tenant compte de toutes les circonstances propres à chaque cas.*

La décision d'éloignement est assortie d'une interdiction d'entrée de maximum trois ans, dans les cas suivants:

1° lorsqu'aucun délai n'est accordé pour le départ volontaire [...] ».

L'obligation de motivation qui pèse sur l'autorité administrative en vertu des diverses dispositions légales, doit permettre au destinataire de la décision de connaître les raisons sur lesquelles elle se fonde, sans que l'autorité ne soit toutefois tenue d'explicitier les motifs de ces motifs. Il suffit, par conséquent, que la décision fasse apparaître de façon claire et non équivoque le raisonnement de son auteur afin de permettre au destinataire de la décision de comprendre les justifications de celle-ci et, le cas échéant, de pouvoir les contester dans le cadre d'un recours et, à la juridiction compétente, d'exercer son contrôle à ce sujet. Dans le cadre du contrôle de légalité, le Conseil n'est pas compétent pour substituer son appréciation à celle de l'autorité administrative qui a pris la décision attaquée. Ce contrôle doit se limiter à vérifier si cette autorité n'a pas tenu pour établis des faits qui ne ressortent pas du dossier administratif et si elle a donné desdits faits, dans la motivation tant matérielle que formelle de sa décision, une interprétation qui ne procède pas d'une erreur manifeste d'appréciation (cf. dans le même sens : C.E., 6 juil. 2005, n°147.344; C.E., 7 déc. 2001, n°101.624).

4.3.2. En l'espèce, la partie requérante conteste uniquement la durée de l'interdiction d'entrée, attaquée.

La partie défenderesse a fixé celle-ci à deux ans, après avoir relevé que « *L'intéressé n'a pas hésité à résider illégalement sur le territoire belge* ». Elle a estimé que « *Considérant ceci et l'intérêt du contrôle de l'immigration, une interdiction d'entrée de 2 ans n'est pas disproportionnée* », en précisant que « *sa relation avec sa petite amie ne le dispense pas d'entrer et de séjourner légalement sur le territoire. Par ailleurs, l'intéressé peut entretenir en attendant un lien avec cette dernière grâce aux moyens modernes de communication* ».

Ces motifs se vérifient à la lecture du dossier administratif et ne sont pas utilement contestés par la partie requérante. Ils suffisent à justifier en droit et en fait l'acte attaqué, lequel est dès lors valablement motivé.

La partie requérante dénonce un défaut d'examen individuel des circonstances de la cause et une méconnaissance du devoir de soin. Il apparaît cependant, à la lecture de l'acte attaqué, que la partie défenderesse a dûment procédé à un examen individuel des circonstances de la cause et a tenu compte des éléments que le requérant avait portés à sa connaissance, à savoir la présence de sa petite amie en Belgique et son souhait de ne pas rentrer en Albanie. Aucun défaut ou manquement n'est, dès lors, démontré à cet égard.

La partie requérante invite, en réalité, le Conseil à substituer son appréciation à celle de la partie défenderesse, quant à l'opportunité de l'acte attaqué, ou de la durée de l'interdiction infligée, ce pour quoi le Conseil est sans compétence.

4.3.3. Enfin, s'agissant de la signature par le requérant d'une déclaration de retour volontaire, le 24 mai 2022, soit postérieurement à l'acte attaqué, il ne peut être reproché à la partie défenderesse de ne pas y avoir eu égard.

En effet, les éléments qui n'ont pas été portés à la connaissance de l'autorité en temps utile, c'est à dire avant que celle-ci ne prenne sa décision, ne sauraient être pris en compte pour en apprécier la légalité, dès lors qu'il y a lieu, pour l'exercice de ce contrôle de « [...] se replacer au moment même où l'acte administratif a été pris [...] » (en ce sens, notamment : C.E., arrêt n°110.548 du 23 septembre 2002).

5. Débats succincts.

5.1. Le recours en annulation ne nécessitant que des débats succincts, il est fait application de l'article 36 de l'arrêté royal du 21 décembre 2006 fixant la procédure devant le Conseil du Contentieux des Etrangers.

5.2. Le Conseil étant en mesure de se prononcer directement sur le recours en annulation, il n'y a plus lieu de statuer sur la demande de suspension.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article 1.

La requête en suspension et annulation est rejetée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-deux septembre deux mille vingt-deux, par :

Mme N. RENIERS, présidente de chambre,

Mme A-C. BAILLY, greffier assumé.

Le greffier, La présidente,

A-C. BAILLY

N. RENIERS